

Politiques migratoires: faire advenir d'autres possibles

Les politiques migratoires constituent un rouleau compresseur qui amène chaque mois son lot de drames humains et de réponses au mieux absentes, le plus souvent porteuses de pire. Comment faire cesser cela ? Comment parvenir à construire d'autres visions des migrations, d'autres politiques publiques, d'autres réalités ?

Fanélie CARREY-CONTE, secrétaire générale de La Cimade

Tel va aujourd’hui notre monde : des personnes migrantes mourant par centaines dans la Méditerranée ou le désert libyen, dans l’indifférence européenne quasi générale. Sur le sol français, on voit des maltraitances et violations du droit continues, des personnes mineures à la rue, des travailleurs et travailleuses précarisés vivant sous la menace permanente de l’arrestation et de l’expulsion ; des discours et des propositions anti-immigration qui semblent saturer les débats politiques et l’espace médiatique, sur fond de banalisation et de progression continue de l’extrême droite ; des prises de position d’universitaires ou d’associations qui œuvrent sans cesse à déconstruire les préjugés, à faire reculer les fantasmes naufragés... mais qui semblent demeurer majoritairement inaudibles.

Et, en toile de fond, des politiques publiques injustes, absurdes et mortifères continuent dramatiquement à se déployer : au niveau de l’Union européenne, enfermée dans l’actuelle négociation autour du Pacte sur la migration et l’asile, dans l’impasse de la fermeture des frontières à celles et ceux considérés comme « indésirables », signant des pactes faustiens avec la Libye, la Turquie, aujourd’hui la Tunisie ; dans plusieurs pays européens, quand la Grande-Bretagne

ou le Danemark rivalisent d’ingéniosité indécente pour se départir de leurs obligations légales et morales en direction des personnes migrantes ; et en France, enfin, où l’inflation législative insensée entamée depuis quarante ans se poursuit avec la perspective d’un énième projet de loi porteur de nouvelles atteintes aux droits des personnes étrangères.

Face à ces terribles constats qui constituent notre présent, une question lancinante se pose aux défenseurs des droits des personnes migrantes, à toutes celles et ceux qui n’abdiquent face aux injustices et aux dérèglements du monde : comment sortir de cette impasse ?

La solidarité : une réalité à faire connaître

Face au sentiment d’impuissance qui peut parfois nous gagner, nous croyons à La Cimade que des voies existent pour résister et agir, à travers plusieurs types de réflexions et d’actions.

Tout d’abord, face aux drames et injustices, il semble indispensable de se rappeler, de conforter et de mettre en visibilité les nombreuses poches de résistances, les initiatives de solidarité, les ressources existant partout sur les territoires : des villes et des villages qui rencontrent un dynamisme

renouvelé avec l’arrivée de personnes exilées, et où des liens d’échanges et d’amitié se tissent entre anciens et nouveaux venus ; des collectivités, autour notamment du réseau de l’Anvita⁽¹⁾, qui imaginent des solutions, s’engagent parfois au-delà de leurs compétences légales pour faire vivre dans leurs politiques publiques locales les principes d’accueil et d’hospitalité ; des milliers de personnes engagées, bénévoles ou équipes salariées qui, chaque matin, se lèvent pour donner du temps à ces combats, à l’écoute de l’autre, à l’accompagnement des personnes, pour le respect de leurs droits. A Calais, en région parisienne, à Briançon, à Mayotte... Malgré les mises en danger, les horreurs quotidiennes, les obstacles et acharnements que peuvent opposer institutions et pouvoirs publics, elles et ils maintiennent coûte que coûte des dispositifs et des réseaux de solidarité vitaux pour les personnes exilées.

Par ailleurs, au-delà de ces actions concrètes, ce que l’on présente souvent comme « l’état de l’opinion », les présumées craintes et oppositions vis-à-vis des personnes migrantes, qui justifieraient pour de nombreux responsables politiques les législations restrictives et répressives, doit également être questionné. Le baromètre annuel de la CNCDH⁽²⁾, par

(1) Association nationale des villes et territoires accueillants.

(2) Commission nationale consultative des droits de l’homme [NDLR: Vincent Tiberj évoque cette question dans l’article « La résistance des valeurs de gauche », in D&L n° 199, octobre 2022, p. 8-10 (en ligne sur le site de la LDH)].

« Face aux drames et injustices, il semble indispensable

de se rappeler, de conforter et de mettre

en visibilité les nombreuses poches de résistances, les initiatives de solidarité, les ressources existant partout sur les territoires. »



© TALIP OZER, LICENCE PIXABAY

exemple, démontre bien que si des faits d'actualité peuvent à court terme générer dans l'opinion des pics de progression de réflexes de haine et de rejet, il existe depuis des années un mouvement profond de montée des indicateurs de tolérance et d'acceptation de l'autre. En résumé, les pesanteurs du climat politique ambiant, les bulles médiatiques qui peuvent nous enfermer ne doivent pas conduire à minorer la réalité de ces «terreaux» favorables au déploiement d'autres imaginaires et d'autres possibles, et nécessitent qu'acteurs associatifs, médias, responsables politiques... leur donnent encore plus de résonance et d'appui.

Rencontrer l'autre, comprendre les migrations

Dès lors, il est essentiel d'agir sur un autre aspect: changer le regard sur les migrations et les personnes migrantes, tant cette question des représentations et de l'imaginaire est centrale pour permettre le déploiement d'alternatives sociétales et politiques. Plusieurs leviers peuvent être mobilisés en ce sens, à commen-

**« Ce n'est pas être inconscient
que de demander
la fin de la criminalisation
et de l'enfermement sans fin
des personnes étrangères,
quand tous les dispositifs
existent pour rendre justice
sans avoir besoin
de stigmatiser, discriminer
ou maltraiter encore
et toujours davantage. »**

Il est fondamental de faire entendre les paroles, les récits et les témoignages des personnes migrantes, trop souvent réduites au silence ou à des chiffres et statistiques déshumanisés. Cet enjeu de changement de regard passe aussi par un important travail de déconstruction des préjugés et idées fausses autour des migrations.

cer par la rencontre. Car les craintes, les peurs de l'autre, des supposées menaces qu'il incarnerait, peuvent être levées par l'échange, par des activités collectives festives, sportives ou artistiques, où les récits de vie, les points de vue, les aspirations peuvent se dire et s'échanger entre personnes venues d'ici et d'ailleurs. A travers ces initiatives, mais également à travers tous les moyens de communication mobilisables, il est en outre fondamental de faire entendre les paroles, les récits et les témoignages des personnes migrantes elles-mêmes, trop souvent réduites au silence ou à des chiffres et statistiques déshumanisés. Cet enjeu de changement de regard passe enfin par un important travail de déconstruction des préjugés et idées fausses autour des migrations, nécessitant en particulier que des paroles de chercheurs et chercheuses puissent connaître un écho plus grand, pour rappeler par exemple que non, les ONG de sauvetage en mer ne sont pas responsables d'une augmentation des départs sur les routes migratoires; que non, il n'y a pas de «péril migratoire» qui déstabiliserait nos sociétés.

tés; que l'immigration familiale n'est pas «massive», en France; que le budget de l'aide médicale d'Etat est très loin d'être insoutenable...

Cette question de la lutte contre les représentations erronées passe également par un enjeu central, celui de donner à comprendre, par des analyses et décryptages politiques, d'où viennent les migrations, ce que sont les politiques migratoires, leurs effets: des politiques discriminatoires de plus en plus racistes, comme on l'a vu en Tunisie, cherchant à empêcher les personnes considérées comme «indésirables» de franchir les frontières, quand il faut rappeler que pour des personnes venant des pays du Nord, la liberté de circuler partout dans le monde ne pose guère de problèmes; des politiques qui conduisent de plus en plus à invisibiliser, voire à déshumaniser les personnes migrantes; des politiques imposées par des pays qui jamais ne se demandent en quoi est-ce que ces migrations sont générées par des conflits et situations économiques nourris par des inégalités fortement entretenuées, si ce n'est créées, par ces mêmes pays les plus aisés, qui envoient de plus en plus de gens à la mort par des mesures de fermeture de plus en plus répressives; des politiques, enfin, qui non seulement sont

vouées à l'échec, mais surtout alimentent une escalade meurtrière politiquement et moralement inacceptable (car la morale, l'éthique ne sont pas de mots creux, mais l'honneur et la dignité de notre humanité commune). Jamais les renforcements des dispositifs de sécurisation des frontières n'empêcheront des personnes qui n'ont pas d'autre choix pour leur avenir et celui de leurs familles de prendre les routes de l'exil, même au péril de leur vie. La seule conséquence sera la multiplication des morts. Les migrations ont toujours existé, elles existeront peut-être encore davantage demain du fait du creusement continu des inégalités, engendrant tant de conflits et de misère, et du fait du réchauffement climatique. Comprendre et être à la hauteur des enjeux de notre monde, c'est, plutôt que tenter de freiner désespérément et honteusement les migrations, penser des politiques publiques qui accompagnent cette réalité.

Des propositions qui n'ont rien d'utopique

Faire advenir d'autres possibles amène enfin à évoquer un point central: la nécessité de mettre en avant d'autres propositions pour d'autres paradigmes, d'autres horizons des politiques migratoires. Car si l'on a pu souvent considérer qu'en matière de politiques économiques, la fameuse antienne thatchérienne du «il n'y a pas d'alternative» a imposé sa domination, il a pu en être de même avec les politiques migratoires. Combien de fois a-t-on entendu marteler les: «on ne peut pas accueillir toute la misère du monde»; «on peut accueillir les réfugiés véritablement menacés, mais pas les autres, les migrantes et migrants (dits) économiques»; «il faut être réaliste du fait de l'appel d'air que provoquerait une large ouverture de l'accueil sur les sols européens»... Face au durcissement du contexte politique, il est essentiel de ne pas abdiquer quant aux principes de défense des droits et de la dignité de toutes et tous, au combat pour un futur fait d'accueil et d'hospitalité, à la mobilisation de propositions concrètes, justes, que l'on aurait tort de renvoyer au domaine de l'utopie. Ce n'est pas être naïf que de demander la régularisation de toutes les personnes sans papiers: c'est au contraire une question de justice, de respect des droits, pour des personnes qui vivent et sont installées ici, dont la situation de

précarité est en réalité préjudiciable à l'ensemble de la société, et dont la régularisation serait à l'inverse un progrès collectif en matière de resserrement des liens sociaux, de santé publique, d'accès au logement pour toutes et tous... Ce n'est pas être inconscient que de demander la fin de la criminalisation et de l'enfermement sans fin des personnes étrangères, quand tous les dispositifs existent pour rendre justice sans avoir besoin de stigmatiser, discriminer ou maltraiter encore et toujours davantage. Ce n'est pas être irresponsable que de demander un accueil digne et protecteur aux frontières, quand la somme des moyens réunis pour le contrôle et la sécurisation des frontières, avec les échecs que l'on connaît, pourrait être autrement déployée pour permettre un accueil respectueux et un juste examen de toutes les situations, dans la conciliation de tous les enjeux de sécurité... Ce n'est pas être insensé que de penser un monde où, comme cela existe déjà dans plusieurs régions du globe, la liberté de circulation et d'installation pourrait constituer un horizon pour des politiques de justice et d'égalité, en sus d'un monde où les possibilités de se déplacer et de vivre où l'on veut demeurent largement déterminées par des questions de genre, d'origine, de couleur de peau ou de capital économique.

Reste enfin à rappeler que tous les éléments évoqués précédemment ne pourront se déployer pleinement qu'à une dernière condition, celle de cultiver, d'approfondir, d'élargir nos alliances pour un agir en commun: médias, mouvements sociaux, collectifs et associations de solidarité, de luttes écologistes, antiracistes, mouvements cultuels, syndicats, acteurs de l'économie sociale et solidaire, acteurs politiques, élues, élus... Le péril majeur que font peser sur notre cohésion sociale et notre humanité la progression des idées de haine et le déploiement accru partout dans le monde de politiques migratoires de plus en plus indignes et meurtrières ne pourra être affronté que dans un large mouvement collectif, au-delà des cercles traditionnels des acteurs les plus conscientisés par ces sujets. C'est à cette tâche qu'il nous faut continuer à nous atteler, pour d'autres futurs, d'autres possibles, avec et pour les personnes migrantes, et pour notre société tout entière. ●

«Le péril majeur que font peser sur notre cohésion sociale et notre humanité la progression des idées de haine et le déploiement accru partout dans le monde de politiques migratoires de plus en plus indignes et meurtrières ne pourra être affronté que dans un large mouvement collectif, au-delà des cercles traditionnels des acteurs les plus conscientisés par ces sujets.»